



## **Le ressenti social des projets d'eau et d'assainissement dans les grandes villes francophones**

Synthèse réalisée par Mme Jocelyne Durany, Sociologue, sur la base des études conduites sous la coordination de l'AIMF par les Universités locales dans 7 villes du Burkina Faso, du Cambodge, du Cameroun, du Laos, et du Sénégal.

## Contenu

1	Introduction.....	2
1.1	Objectif de l'étude.....	2
1.2	Brève présentation des projets et des sites d'étude.....	2
1.3	Approche suivie .....	3
2	Résultats des enquêtes .....	4
2.1	Information sur le projet.....	4
2.2	Concertation et implication dans le projet.....	5
2.3	Croyances et rites liés à l'eau et l'assainissement .....	6
2.4	Retombées sociales et économiques .....	7
3	Conclusion et recommandations.....	7
3.1	Recommandations des personnes enquêtés aux porteurs de projet .....	7
3.2	Conclusion et recommandations des responsables de l'étude.....	8
	TABLEAU DE SYNTHÈSE DES RESULTATS DES ENQUÊTES.....	10
	I – Projets d'eau potable .....	10
	II – Projets d'eau potable et assainissement.....	13

# **1 Introduction**

## **1.1 Objectif de l'étude**

La prise en compte des contextes socioculturels est une condition incontournable pour que les projets d'eau potable et assainissement remplissent leurs objectifs d'amélioration de la santé et des conditions de vie des populations. Convaincue de ce principe, l'AIMF a initié une étude en vue d'approfondir la réflexion et d'améliorer l'approche dans laquelle elle s'est engagée pour assurer la pérennité des équipements d'eau potable et assainissement dans les projets qu'elle finance.

Les Maires de 7 Communes ont été sollicités pour prendre la responsabilité de ces enquêtes : 5 en Afrique au Sud du Sahara (Sénégal, Burkina Faso et Cameroun) et 2 en Asie (Cambodge et Laos). Les résultats présentés dans cette synthèse concernent 6 projets, les enquêtes dans la Commune de Bangangté ayant démarré plus tard (mi-février 2012), en l'attente de l'achèvement des travaux.

Dans chaque Commune, le Maire a confié l'exécution des enquêtes à une Université locale. Les Communes ont suivi l'évolution des travaux à travers leurs services techniques ou un comité de pilotage. Afin d'assurer une cohérence dans les résultats attendus et d'en faciliter la synthèse, l'AIMF a proposé un modèle de questionnaire à adapter suivant les situations propres à chaque projet et à chaque contexte, et a suivi à distance l'évolution des travaux. Les enquêtes par questionnaire ont été complétées par des entretiens sous forme de focus group. A Bobo, ont été privilégiés les entretiens qualitatifs auprès des différents acteurs et groupes sociaux.

Un atelier organisé à Lyon le 31 mai 2011 a permis aux Maires et Universitaires de s'exprimer sur leur démarche et d'exposer des résultats partiels, à mi-parcours de la réalisation de l'étude.

## **1.2 Brève présentation des projets et des sites d'étude**

Ces projets ont en commun :

- les niveaux de vie faibles ou modestes des populations : essentiellement des familles de petits cultivateurs, éleveurs et petits commerçants dans les villages, petits salariés et fonctionnaires, métiers informels dans les périphéries urbaines.
- le contexte institutionnel : depuis les réformes administratives opérées dans le cadre de la décentralisation, les Etats ont transféré aux Commune leur compétence dans les secteurs de l'eau potable et de l'assainissement. Les Maires sont actuellement maîtres d'ouvrage, les premiers responsables des équipements d'eau et assainissement sur leur territoire. Pour la Ville de Phnom Penh une Régie des Eaux, et pour la Ville de Vientiane une Société des Eaux, exploitent le réseau. Dans les autres pays, des Associations d'Usagers sont légalement constituées, formées par les projets et chargées par la Commune de la gestion des points d'eau dans leurs villages.
- les mêmes objectifs : améliorer durablement l'accès à l'eau et, pour certains projets, à l'assainissement, améliorer durablement l'hygiène, renforcer les capacités de gestion des acteurs communaux et locaux.

Les sites d'intervention présentent un large éventail de contextes au niveau de l'habitat et des populations (plus ou moins rurales ou urbaines), de l'ampleur de l'intervention, du type d'équipements et de la situation d'avancement des travaux :

– **Milieu villageois ou périurbain :**

- Villages rattachés à la Commune dans le cadre de la décentralisation (Bobo, Banfora, Dschang), village récemment créé par la municipalité de Vientiane
- Quartiers périurbains majoritairement occupés par des populations ayant quitté le milieu rural (Kaolack) ou des populations pauvres déplacées du centre-ville dans des quartiers nouvellement créés pour laisser place à des opérations immobilières (Phnom Penh)

– **Dimension du projet :**

Le nombre d'habitants directement concernés par le projet s'étale dans une fourchette de 2 000 habitants à Vientiane à plus de 53 000 à Bobo, les investissements consentis de 110 000 euros à Kaolack à 870 000 euros à Bobo

– **Types d'équipement**

▪ Eau potable :

Bobo, Banfora : Pompes à motricité humaine (PMH), nouveaux forages et réhabilitation  
Dschang : PMH et système d'adduction d'eau gravitaire avec borne fontaine (Dschang),  
Kaolack : extension du réseau de desserte avec bornes fontaines (Kaolack),  
Phnom Penh : réalisation d'un réseau secondaire avec branchements privés (BP)  
Vientiane : nouveau système AEP à Vientiane avec BP

▪ Assainissement :

Pas de composante assainissement à Kaolack, Vientiane et Phnom Penh  
Dschang : 11 blocs de latrines écologiques VIP (écoles et marché), assainissement partiel d'un marché  
Bobo : 40 latrines publiques VIP, 50 latrines ECOSAN, 1000 latrines familiales San Pla  
Banfora : 20 latrines publiques VIP, 240 ECOSAN, 622 latrines familiales

– **Situation d'avancement du projet**

- Travaux terminés depuis 4 ans à Kaolack et Dschang, depuis plus d'1 ou 2 ans à Vientiane et Phnom Penh
- Travaux démarrés en mars 2010 à Bobo et non achevés au moment de la réalisation des enquêtes
- Travaux en voie de démarrage au moment des enquêtes à Banfora

### **1.3 Approche suivie**

L'approche pour assurer une participation effective des populations à toutes les étapes du projet, les responsabiliser dans la gestion et l'entretien des équipements, les amener à améliorer leurs comportements en matière d'hygiène, consiste en des activités d'information, communication, sensibilisation et formation accompagnant les réalisations techniques en amont, pendant et après les

travaux. Cette approche est différente, bien sûr, suivant les milieux (plus ou moins villageois ou urbains) et le type d'équipement (PMH ou adduction d'eau). Mais elle dépend aussi de l'importance accordée par les maîtres d'ouvrage et les équipes chargées de la maîtrise d'œuvre sociale, à prendre en compte les besoins, intérêts et aspirations des différents groupes sociaux, intérêts qui ne sont pas forcément les mêmes suivant ces groupes. Et enfin, elle est soumise à la part du budget consenti pour ces activités dans le financement total du projet.

Le plan d'action des activités d'accompagnement socioculturel peut ainsi se réduire à la planification du nombre de réunions d'information villageoise ou de quartier, de sessions de formation à la gestion des équipements et à l'hygiène, de forums ou rencontres inter-villageoises ...

Le plan d'action peut aussi, au-delà des activités adressées aux représentants locaux des populations, aux comités de quartier et aux futurs gestionnaires des ouvrages, programmer plus d'espace pour une animation de proximité adressée aux différents groupes sociaux (et notamment les femmes et tous ceux qui ne participent pas généralement aux réunions villageoises ou de quartier ou ne s'y expriment pas). Il peut inclure des programmes de sensibilisation en milieu scolaire, élaborer des supports didactiques adaptés aux contextes socioculturels. Il peut donner plus d'importance à l'intermédiation sociale que la maîtrise d'œuvre sociale doit jouer. Il peut encore inclure un suivi des comportements des usagers après l'achèvement des travaux.

Comment a été mené l'accompagnement socioculturel sur les sites de l'étude ? La parole a été donnée aux populations concernées à travers des questionnaires et des entretiens. Les principaux résultats sont résumés ci-dessous et présentés sous forme de tableau synthétique en annexe.

## **2 Résultats des enquêtes**

Les personnes enquêtées ont été invitées à s'exprimer sur la manière dont ils ont été informés sur le projet et consultés avant et pendant sa mise en œuvre, comment leurs avis et aspirations ont été respectés, quelles sont pour eux les retombées réelles du projet en termes de pratiques sociales et culturelles, quelles recommandations ils souhaitent faire aux porteurs de projets.

### **2.1 Information sur le projet**

Ces projets ont pour origine une forte demande des populations locales à leur Commune pour améliorer leurs conditions d'approvisionnement en eau. C'est d'emblée un facteur favorable, à la fois pour l'adhésion de populations en attente de voir la solution de leurs problèmes, et pour l'adaptation des programmes à leur situation.

Les populations sont informées du lancement du projet à travers des réunions villageoises ou de quartier organisées par la Commune, où ils apprennent quels équipements sont prévus et quelles sont les conditions d'accès au projet, en particulier : demande à adresser à la Commune, engagement à verser dans un certain délai la contribution initiale exigée ou à participer aux travaux sous forme d'apport de matériaux, engagement à payer le service de l'eau et à mettre en place une association d'usagers, ou dans le cas de Vientiane et de Phnom Penh à prendre soin des équipements. Cependant, à ce stade, l'envoi d'une demande par les autorités locales villageoises ne signifie pas que « toute » la population est informée. Les réunions villageoises et de quartier

touchent certaines catégories de personnes (conseil villageois, anciens, leaders d'associations, représentants des femmes...) qui ne restituent pas forcément ces informations à l'ensemble de la population. L'appel à la participation des familles pour recouvrer la contribution initiale rend plus concrète l'existence du projet, sans informer systématiquement sur les enjeux du projet.

Ainsi, selon les résultats de l'étude (voir tableau synthétique), le niveau d'information varie considérablement suivant les sites. Les biais induits par la conduite des enquêtes d'un site à l'autre joue certainement dans la comparaison des résultats. Mais on peut supposer que ces différences s'expliquent par le degré d'implication des responsables de la diffusion de cette information (chefs de village, comités de développement de quartier, associations..., appuyés éventuellement par les media).

## **2.2 Concertation et implication dans le projet**

Des réunions spécifiques sont organisées à des étapes clés. Suivant les enquêtes, comme pour les réunions d'information sur le lancement du projet, ces réunions sont tenues par les conseillers municipaux, les Comités de Développement Villageois, les conseils de quartier, les associations ou la chefferie.

Le sentiment des usagers sur la prise en compte de leur avis et leur implication dans le projet varie suivant les sites, mais se rapporte généralement aux points suivants :

- **L'emplacement des nouveaux points d'eau**

Dans les villages de Bobo, par exemple, après une concertation entre les conseillers municipaux, les CVD et les anciens, une AG villageoise se tient pour valider les choix. Cependant les Peul n'ont pas été conviés à cette concertation ou leur avis n'a pas été pris en compte à l'exception de 2 villages.

- **La participation à la gestion**

A Kaolack, par exemple, les enquêtés apprécient leur implication dans la gestion des équipements, ils ont élu les membres du comité de gestion, ces derniers ont reçu des formations par le projet, des réunions de concertation se tiennent entre comité de gestion et usagers.

- **L'exécution des travaux**

Dans certains projets, les riverains sont appelés à s'organiser pour fournir de la main-d'œuvre bénévole pour les travaux (généralement apport de matériaux locaux)

Les tâcherons sont recrutés sur place et formés pour la construction et l'utilisation des latrines ECOSAN. Les personnes ayant adressé une demande de latrines ECOSAN ont également reçu une formation sur l'entretien de l'équipement et l'utilisation des sous-produits.

- **Promotion de l'hygiène et de l'assainissement**

Des relais communautaires et hygiénistes reçoivent une formation par le projet. Des comités de salubrité sont constitués.

- **La tarification**

Sur certains sites, les usagers estiment que le projet a tenu compte de leur niveau de vie dans la tarification :

A Kaolack et Phnom Penh le prix du service de l'eau est jugé abordable et correct compte tenu du niveau satisfaisant de service. A Vientiane cependant les usagers trouvent trop élevés les frais d'installation des BP ainsi que la tarification du m<sup>3</sup>. Ils ne comprennent pas pourquoi le prix indiqué dans la facture ne correspond pas à ce qu'indique le compteur.

A Bobo, le refus de payer le service de l'eau, quel que soit le mode de paiement (cotisations périodiques ou vente au récepteur), reste encore un problème : « S'il faut vendre l'eau des pompes, les gens iront prendre l'eau aux puits » (Namouso)

A Dschang, les enquêtés jugeaient normal, en début de projet, que l'accès à l'eau ait un prix. S'il y a actuellement des réticences, elles se trouvent dans les villages où les comités de gestion ne fonctionnent pas ou bien les équipements ne fonctionnent pas correctement.

▪ **Le suivi des activités**

A Kaolack, 25% des personnes enquêtées ont déclaré avoir été interrogés sur le service rendu. A Dschang, cette étude est la première occasion pour les usagers enquêtés de donner leur avis. Ce manque de suivi n'a pas permis à la Commune d'intervenir pour résoudre des problèmes de dysfonctionnement de certains points d'eau et latrines scolaires.

### **2.3 Croyances et rites liés à l'eau et l'assainissement**

Qu'ils aient pour origine les religions monothéistes (Islam) ou animistes, les croyances et rites liés à l'eau sont présents sur tous les sites, à l'exception de Phnom Penh où les bénéficiaires du projet sont des citoyens de longue date. Les personnes enquêtées ont affirmé que le projet a un impact très positif sur l'accomplissement des rites et obligations religieuses.

Quelques exemples :

A Kaolack, les enquêtés affirment que l'accès à l'eau leur permet de respecter plus facilement leurs pratiques religieuses : « L'eau est la base de toute croyance, c'est la première chose pour le nouveau-né et la dernière chose pour les morts (purification avant l'enterrement), c'est le pilier de la religion et de toutes les traditions, c'est la source de purification (notamment pour les ablutions avant la prière) ».

A Dschang, l'accès à l'eau permet d'accomplir les rites de purification, de veuvage, de lavage de la malédiction. L'eau est aussi lieu de divinité et indicateur de royauté. Ce dernier point a d'ailleurs causé une contrainte dans 2 villages de la Commune de Dschang où la chefferie s'est approprié les points d'eau aménagés par le projet.

Dans les villages de Vientiane, une cérémonie traditionnelle s'est déroulée pour demander aux esprits protecteurs l'autorisation de mettre en œuvre le projet, évitant ainsi que la population et les entrepreneurs s'exposent à des maladies et à des difficultés dans l'exécution des travaux.

Suivant les enquêtes, les références à des croyances et des rites sont moins nombreuses au niveau de l'assainissement.

Cependant, des personnes à Kaolack ont insisté sur le fait que la religion interdit la saleté, que « les eaux usées peuvent gâcher la pratique de la religion » (Kaolack). Le projet ne comporte pas de composante assainissement dans cette Commune. C'est la demande prioritaire exprimée par les populations enquêtées en réponse à la question sur ce qu'elles avaient à recommander aux porteurs de projet.

A Dschang, suivant de nombreuses personnes enquêtées, il n'y a pas de pratiques culturelles particulières, mais les latrines sont un lieu d'intimité qui ne doit pas être violé par des personnes étrangères avant d'avoir reçu une autorisation de leur propriétaire. Certaines personnes ont signalé une pratique curative pour la convulsion des nouveau-nés que l'on tient par les pieds, tête au-dessous de la fosse pour obtenir la guérison.

## 2.4 Retombées sociales et économiques

Sur l'ensemble des sites, les enquêtés reconnaissent que le projet a été pour eux d'une énorme importance sur les points suivants :

- L'accès à l'eau et à l'assainissement permet de ne pas perdre la face vis-à-vis des visiteurs et des étrangers : « On n'a plus de gêne à recevoir des étrangers » (Bobo), « L'accès à l'eau nous permet d'accéder à un progrès social » Vientiane
- Diminution des maladies d'origine hydrique (moins de diarrhée, de dysenterie et de dermatoses)
- Allègement de la fatigue et diminution du temps consacré à l'approvisionnement en eau de la famille, en particulier pour les femmes et les enfants : temps libéré pour d'autres activités
- Réduction des dépenses d'approvisionnement en eau : A Phnom Penh, les usagers reconnaissent qu'ils réalisent des économies sur leurs dépenses en eau, plus élevées avant le projet et pour de l'eau de mauvaise qualité
- Développement d'activités économiques (commerce, agriculture et élevage, vente d'eau de boisson à Vientiane ; restaurant, vente d'eau en sachet, lavage de véhicules à Kaolack)
- Ceux qui sont actuellement équipés de latrine ECOSAN sont très satisfaits des économies réalisées sur les intrants agricoles : « C'est une machine à fabriquer l'engrais »
- Les latrines scolaires contribuent à l'amélioration de l'hygiène et de la santé et à la protection de l'environnement, mais c'est aussi un « objet pédagogique et éducatif en milieu scolaire »
- L'équipement du marché en latrines assure un respect de la pudeur, protection de l'environnement et de la santé, mais a aussi eu un impact sur l'organisation des commerçants
- L'assainissement partiel du marché B de Dschang a permis aux commerçants de reprendre leurs activités économiques
- Amélioration de l'habitat (Kaolack : l'habitat de type bidonville évolue vers un habitat mixte en dur et en hauteur)

## 3 Conclusion et recommandations

### 3.1 Recommandations des personnes enquêtés aux porteurs de projet

Généralement, lorsque l'impact positif du projet est fortement ressenti, les recommandations ou propositions se rapportent plutôt à l'extension du projet ou d'autres projets.

Ainsi à Kaolack, les usagers ont exprimé leur satisfaction par rapport au déroulement du projet. Ils ont le sentiment qu'ils ont été consultés, y ont participé, et participent encore à travers leur responsabilisation dans la gestion des équipements et les réunions tenues par les comités de gestion. L'accès à l'eau potable a considérablement amélioré leurs conditions de vie et la santé de leur famille. Ils aspirent maintenant à bénéficier d'un accès à des branchements privés sociaux et, en priorité, à améliorer leur situation en matière d'assainissement.

A Phnom Penh, les usagers sont satisfaits et n'ont pas de propositions particulières à faire, si ce n'est l'extension du réseau aux zones du quartier qui n'en bénéficient pas encore.

Lorsque le projet a connu quelques déficiences, les propositions se font sur des aspects plus concrets :

Dans la Commune de Dschang, les recommandations se situent notamment au niveau de :

- L'accès de tous les riverains aux points d'eau aménagés par le projet (en référence aux villages où l'accès est contraint par la chefferie)
- La formation des comités de gestion (de nombreux comités de gestion ne sont pas fonctionnels).
- La passation de contrats avec des entreprises compétentes (en référence aux ouvrages non fonctionnels)

Dans la Commune de Bobo, les personnes enquêtées ont demandé de :

- Assouplir les conditions d'adhésion (réduction du montant de la contribution, prise en compte des fluctuations saisonnières des revenus agricoles dans les dates limites des dépôts)
- Prendre en compte certaines minorités dans l'emplacement des points d'eau (notamment les Peul)
- Accélérer l'exécution des travaux : les villages dont les travaux étaient prévus en deuxième année du projet commencent à perdre confiance et craignent que leur contribution ait été détournée

A Vientiane, les recommandations concernent la tarification de l'eau :

- Il faudrait que les chefs de village discutent de la tarification avec les responsables de la Société des Eaux
- Les usagers ont besoin d'être informés clairement sur la tarification

### **3.2 Conclusion et recommandations des responsables de l'étude**

Sur l'ensemble des sites, les responsables de l'étude reconnaissent que ces projets, qui étaient très attendus par les populations et correspondent à une demande réelle, ont eu un impact très positif. Comme le montrent les enquêtes, bien qu'à des degrés divers, les populations ont été impliquées dans la préparation et l'exécution du projet.

#### **Propositions sur l'approche**

Les propositions des responsables de l'étude sont nombreuses. Elles sont parfois parcellaires, ou bien constituent un véritable plaidoyer pour un développement durable et une meilleure gestion de l'environnement par une approche globale, comme à Kaolack.

Les éléments paraissant les plus adaptés à l'objet de cette étude, et se rapportant plus directement à l'accompagnement socioculturel, sont les suivants :

- Créer un cadre permanent de concertation et de consultation entre les différentes parties prenantes
- Mener des approches participatives, consulter les populations avant le projet
- Multiplier et varier les modalités de communication avant la mise en place de tout projet
- Développer un programme d'IEC/CCC (Information Education et Communication/pour un Changement de Comportement) dans le domaine de l'environnement et surtout dans celui de l'assainissement
- Nouer un partenariat avec la presse pour faciliter une large diffusion des projets mis en place ou à venir, et aider à un changement de comportement
- Impliquer les écoles primaires et secondaires et les inspecteurs d'enseignement dans des programmes d'économie et de gestion des ressources en eau
- Intégrer des programmes d'alphabétisation fonctionnelle dans les projets d'eau et assainissement
- Impliquer les associations de quartier et de jeunes autour de l'éducation populaire avec les inspecteurs de la jeunesse

- Développer des initiatives de concertation régulière sur la tarification en prenant en compte l'équité pour permettre l'accès à l'eau des familles les plus pauvres
- Consulter régulièrement les populations après la mise en place des projets pour un mode de gestion concerté et accepté
- Définir des indicateurs d'impact du projet en prenant en compte l'aspect genre
- Créer un réseau avec les autres communes francophones partenaires de l'AIMF pour échanger, réfléchir et partager des expériences

## TABLEAU DE SYNTHÈSE DES RESULTATS DES ENQUETES

### I – Projets d’eau potable

	<b>KAOLACK</b>	<b>PHNOM PENH</b>	<b>VIENTIANE</b>
<b>Population concernée</b>	22 739 habitants de 10 quartiers périphériques défavorisés de Kaolack	3 quartiers nouvellement créés en lointaine périphérie de Phnom Penh Sen Sok : 2000 familles relogées en 2001-2002 Trapaing Anchanh : 1400 familles relogées en 2006-2007 Andong Thmei : 1600 familles relogées en 2006-2008 Au total 26 000 personnes concernées	2 villages de la Municipalité de Vientiane : Ban Houaikham : 173 familles, 946 habitants, nouvelle zone d’habitat créée il y a 3 ans Ban Natham : 340 familles, 1250 habitants
<b>Situation avant projet.</b>			
<b>Accès à l’eau potable</b>	Aucun équipement d’eau potable à proximité (parcours de 1 à 2 km) Recueil d’eaux de pluie, prélèvement d’eaux stagnantes... Certains quartiers étaient considérés comme foyers de départ des maladies hydriques	Le réseau principal financé par l’AFD ne dessert pas ces quartiers. Avant le projet, les populations avaient recours aux eaux de pluie, aux puits et aux revendeurs d’eau	Ban Houaikham : approvisionnement au fleuve, à 1 km, 2 forages équipés de PMH, une dizaine de puits Ban Na Tham : forages peu profonds, puits traditionnels, rivière, eau de pluie Pour l’eau de boisson les deux villages utilisent l’eau en bouteille traitée aux ultra-violets
<b>Equipements réalisés</b>			
<b>Eau</b>	20 BF (2 par quartier)	Exécution du réseau secondaire qui a permis l’installation de : 1537 BP à Sen Sok dont 1162 subventionnés 470 BP à Trapaing Anchanh dont 373 subventionnés 338 BP à Andong Thmei, tous subventionnés	Adduction d’eau potable, branchements privés
<b>Date d’achèvement du projet</b>	2007	Projet terminé en septembre 2008 à Sen Sok et en octobre 2010 dans les 2 autres quartiers. Mais toutes les zones de ces quartiers n’ont pas encore bénéficié du raccordement au réseau.	Houaikham : avril 2011 Na Tham : août 2010

	<b>KAOLACK</b>	<b>PHNOM PENH</b>	<b>VIENTIANE</b>
<b>Financement</b>	110 000€ dont 22 000€ par la Ville de kaolack AIMF : 34 000€ Agence de l'Eau Loire Bretagne : 34 000€ Ville d'Aoste : 20 000€	535 000 € dont 172 000€ par la Ville de Phnom Penh AIMF : 163 000€ Agence de l'Eau Loire-Bretagne : 200 000€	Houaikham : 342 000 euros dont 45 000 euros par la Ville de Vientiane, AIMF : 257 000€, Agence de l'Eau Rhin-Meuse : 50 000€ Na Tham : 151 000 euros dont 30 000 euros par la Ville de Vientiane, AIMF : 71 000€, Agence de l'Eau Rhin-Meuse : 50 000€
<b>Résultats de l'étude</b>			
<b>Maître d'œuvre étude</b>	Université Cheikh Anta Diop	Faculté des Sciences Economiques, URDSE	Voravongsa Sombath (Université de Vientiane)
<b>Population enquêtée</b>	192 enquêtes (bénéficiaires de BF) + Entretiens auprès des fontainières, présidents de comité de gestion, délégués de quartier, groupements féminins, associations de jeunes, chefs religieux....	54 familles	
<b>Conception du projet</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>73% ont été informés et consultés au cours de réunions spécifiques, les conseils de quartier, les associations ou la chefferie.</li> <li>La quasi-totalité estime que leurs avis ont été pris en compte en se référant à la facilité d'accès à l'eau potable (proximité des BF, prix abordable) et à la participation des usagers à la gestion</li> <li>91% connaissent le système de gestion des BF (comité de gestion élu par les habitants du quartier). Des réunions régulières de concertation entre comité de gestion et usagers permettent aux usagers de participer à la gestion.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>75% ont été informés par la Régie des Eaux et les chefs de quartier</li> <li>La nature du projet ne demandait pas de concertation avec la population. Les enquêtés répondant que le projet a tenu compte de leurs avis se réfèrent à leur demande de raccordement</li> <li>60% connaissent le système de gestion et d'entretien (il s'agit surtout des précautions à prendre par les bénéficiaires pour ne pas endommager le réseau et les équipements domestiques)</li> </ul>	<p>Population informée par la Société des Eaux et l'AIMF</p> <p>Les habitants connaissent le système de gestion. Ils ont été responsabilisés sur les précautions à prendre pour ne pas endommager les conduites, formés sur l'entretien de leurs robinets et compteurs, la vérification des fuites...</p>
<b>Retombées sur les pratiques et les conditions de vie</b>	<p>Pour l'ensemble des enquêtés, le projet a eu un impact positif sur les traditions et pratiques sociales : possibilité de respecter plus facilement les croyances liées à l'eau et les rites culturels (purification), possibilité d'honorer les visiteurs...</p> <p>Pour l'ensemble des enquêtés, les conditions de vie se sont améliorées:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Diminution du temps passé à puiser l'eau</li> </ul>	<p>Pour l'ensemble des enquêtés, le projet a eu un impact très positif :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Temps gagné pour d'autres activités</li> <li>Amélioration des conditions sanitaires</li> <li>Les enfants sont soulagés de la corvée d'eau</li> </ul> <p>1/3 des enquêtés ont installé une douche</p>	<p>Cérémonie traditionnelle pour demander aux esprits protecteurs l'autorisation de mettre en œuvre le projet (sinon, les autorités locales n'autoriseraient pas la mise en place du projet, risque de maladies pour les villageois et de difficultés pour les responsables de l'exécution des travaux</p> <p>Impact très positif sur les conditions sanitaires et les</p>

	<b>KAOLACK</b>	<b>PHNOM PENH</b>	<b>VIENTIANE</b>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Amélioration des conditions sanitaires (moins de diarrhées, de dysenterie et de dermatoses)</li> <li>• Activités économiques générées: restaurants, vente d'eau en sachets, lavage de véhicules</li> </ul>	<p>raccordée au réseau. 10% des toilettes avec chasse d'eau Maintien de certaines pratiques : Recueil des eaux de pluie : 63% Ebullition de l'eau de consommation même si elle provient du réseau Utilisation de filtre pour faire disparaître l'odeur de chlore de l'eau du réseau 29% stockent l'eau du robinet avant usage</p>	<p>conditions d'approvisionnement Diminution des dépenses pour l'eau de consommation Développement d'activités économiques (commerce, agriculture et élevage, vente d'eau de boisson) Progrès social</p>
<b>Attitude envers le paiement du service de l'eau</b>	<p>Le montant à payer est jugé normal compte tenu d'un niveau de service satisfaisant (93% des enquêtés). L'acceptation du principe de payer le service de l'eau n'a pas changé avant et après le projet.</p>	<p>Tous les enquêtés jugent normal de payer l'accès au service de l'eau, et tous admettent que le prix est correct par rapport à la qualité du service. Les seules critiques se rapportent aux baisses de pression et interruptions de distribution et cela dans les quartiers où les installations ne sont pas terminées. Ils reconnaissent faire des économies plus importantes que prévues en utilisant l'eau du réseau qui, de plus, est de meilleure qualité que leurs sources d'approvisionnement avant projet.</p>	<p>Les frais d'installation de BP et sont élevés, ainsi que la tarification Les abonnés ne comprennent pas pourquoi le prix indiqué dans la facture ne correspond pas à ce qu'indique le compteur Ce serait important que les chefs de village discutent le prix du service de l'eau avec les responsables de la Société des Eaux Problème de qualité de l'eau à HouaiKham (eau jaunâtre, mauvaise odeur, faible débit)</p>

## II – Projets d'eau potable et assainissement

	<b>DSCHANG</b>	<b>BOBO</b>	<b>BANFORA</b>
<b>Population concernée</b>	50 000 habitants de quartiers et villages de Dschang	53 178 habitants de 35 villages de la Commune rattachés à la Commune depuis 2006	30 000 habitants 22 villages rattachés à la Commune de Banfora
<b>Situation avant projet</b>			
<b>Accès à l'eau potable</b>	Longues distances à parcourir pour obtenir de l'eau potable dans les villages non équipés (Etude de faisabilité effectuée par l'ONG ERA-Cameroun soutenue par le PSEau et le PDM)	Certains quartiers et hameaux sont situés à plus de 500 m d'un point d'eau potable. Tous les villages disposent au moins d'un forage mais la majorité des pompes sont en panne.	Taux de couverture eau potable : 53% 86 PMH fonctionnelles 8 BF (Tengrela et Siniéna)
<b>Accès à l'assainissement</b>	Les latrines existantes sont non fonctionnelles et non entretenues Marché « B » : pendant la saison des pluies, le marché était « une masse de boue mélangée aux ordures du marché », les commerçants désertaient leurs étals	Latrines traditionnelles dans certaines familles à l'exception de 2 villages. Quelques latrines modernes dans certains villages et dans des lieux publics. Mais ces équipements sont très insuffisants.	7% de la population est équipé de latrines familiales traditionnelles
<b>Equipements réalisés ou prévus</b>			
<b>Eau</b>	13 PMH (pompes à motricité humaine) 9 systèmes de captage gravitaires avec en tout 35 BF	Prévu : Exécution de 32 forages équipés de pompes manuelles, réhabilitation de 50 PMH Réalisé à la date des enquêtes : 20 nouveaux forages, 25 réhabilitations	Prévu : 22 nouveaux forages équipés de PMH 10 réhabilitations Travaux non démarrés au moment des enquêtes
<b>Assainissement</b>	11 blocs de latrines écologiques publiques VIP (10 dans les écoles et 1 au marché de Tsingfeng)  Assainissement partiel du marché B	Prévu : 1000 latrines individuelles San Pla, 50 latrines ECOSAN, 40 latrines publiques VIP à 3 postes. Réalisé à la date des enquêtes : 28 Ecosan, 20 VIP	Prévu : 20 latrines VIP publiques, 240 ECOSAN familiales, 422 San Pla familiales  Travaux non démarrés au moment des enquêtes
<b>Date d'achèvement du projet</b>	2008	Projet en cours : démarré en mars 2010 pour une durée de 24 mois	Travaux non démarrés. La mission d'intermédiation sociale a commencé en septembre 2011

	<b>DSCHANG</b>	<b>BOBO</b>	<b>BANFORA</b>
<b>Financement</b>	327 000€ dont 37 500€ par la Ville de Dschang AIMF : 100 000 € Agence de l'Eau Loire Bretagne : 100 000€ Ville de Nantes : 89 500 €	873 000€ dont 130 000€ par la Ville de Bobo AIMF : 288 000€ Agence de l'Eau Seine Normandie : 240 000€ Fondation Ensemble : 200 000€ Châlons-en-Champagne : 15 000€	550 000€ dont 100 000€ par la Ville de Banfora AIMF : 350 000€ Agence Rhin-Meuse : 100 000€
<b>Résultats de l'étude</b>			
<b>Maître d'œuvre étude</b>	Université de Dschang	Université Catholique de l'Afrique de l'Ouest	Université Polytechnique de Bobo-Dioulasso
<b>Population enquêtée</b>	511 enquêtes en tout : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Composante eau = 382 (bénéficiaires des points d'eau, leaders associatifs, chefs de quartier)</li> <li>• Latrines écologiques = 90 (enseignants, élèves, associations de parents d'élève, commerçants)</li> <li>• Assainissement du marché «B »= 39 (association de commerçants, commerçants, services techniques de la Commune)</li> </ul>	Dans chaque village : au moins 1 focus group, complété par des entretiens individuels avec les différents groupes sociaux et acteurs du projet	400 enquêtes par questionnaire Tenue de focus group dans chaque village
<b>Composante eau</b>			
<b>Information et consultation sur le projet</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 51% ont été informés. Principale source d'information : le Maire, et ensuite les chefs de village, le CDV (Comité de Développement du Village), l'association du quartier, les media.</li> <li>• 23% disent avoir été consultés, notamment pour l'emplacement des BF, l'utilisation des riverains pour les travaux, le recrutement des tâcherons.</li> <li>• 41% connaissent le système de gestion des points d'eau. (de nombreux points d'eau ne sont pas fonctionnels, et la formation des comités de gestion a eu lieu après l'exécution des travaux)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Projet conçu à partir des besoins exprimés par les villages qui adressent une demande à la Commune.</li> <li>• Concertation pour le choix de l'emplacement des nouveaux points d'eau mais les Peul sont rarement conviés au choix de l'emplacement des nouveaux points d'eau.</li> <li>• Responsabilisation des villageois dans la gestion : une association d'usagers dans chaque village, un comité d'hygiène.</li> </ul>	<p>Dans 12 villages sur 22, les enquêtés sont bien informés sur le projet.</p> <p>Dans 4 villages sur 22, la population estime qu'elle a été consultée avant la conception du projet. Cependant dans 15 villages, les futurs usagers estiment que leur avis sera pris en compte.</p> <p>8 villages sur 22 ne sont pas informés sur le système de gestion qui sera mis en place</p>
	L'accès à l'eau rend plus facile la pratique des rites	Dans les villages où des points d'eau ont été déjà	75% des personnes enquêtées pensent que les

	<b>DSCHANG</b>	<b>BOBO</b>	<b>BANFORA</b>
<b>Retombées sur les pratiques et les conditions de vie</b>	traditionnels. Accès restrictif de la population aux points d'eau du projet aménagés près des chefferies Parmi les 43% satisfaits du service de l'eau, la principale amélioration des conditions de vie se rapporte à la situation sanitaire, suivie par la diminution de temps pour aller chercher l'eau	réalisés : amélioration qualitative des conditions de vie : accès plus facile à l'eau, amélioration de la santé Les formations en gestion reçues dans le cadre du projet ont été d'un grand apport pour les populations des villages  (Les villages qui ont versé leur contribution et n'ont pas encore reçu d'équipements commencent à perdre confiance dans le projet)	pratiques sociales seront prises en compte par le projet Changements attendus : diminution du temps consacré à l'approvisionnement en eau, amélioration des conditions sanitaires
<b>Attitude envers le paiement du service de l'eau</b>	Avant la réalisation du projet, 53% jugent normal le principe de payer le service de l'eau. Après le projet, ceux qui ne disposent pas d'équipement fonctionnels refusent, bien évidemment, de payer.	Problème d'acceptation du principe de payer le service de l'eau. Quel que soit le mode de paiement (cotisations périodique, vente au récipient...), l'adhésion des populations n'est pas effective.	85% des ménages pensent qu'il est normal de payer le service de l'eau
<b>Suivi après projet</b>	Cette étude est la première occasion pour les usagers enquêtés de donner leur avis.	Projet non terminé	Travaux non démarrés
<b>Composante assainissement</b>			
<b>Retombées sur les pratiques et les conditions de vie</b>	<b>Latrines scolaires</b> : impact sur la santé et l'hygiène, la protection de l'environnement, facilite l'éducation à l'hygiène en milieu scolaire. Mais cet impact est limité en raison de dysfonctionnements de différents types <b>Pour le marché de Tsigfeng</b> : impact sanitaire et environnemental, respect de la pudeur, amélioration de l'activité économique <b>Assainissement partiel du marché « B »</b> : Amélioration des conditions sanitaires, des conditions d'hygiène des usagers des marchés, de l'activité économique	Amélioration des conditions d'hygiène On n'a plus de gêne à recevoir des étrangers  Ceux qui sont équipés de latrines ECOSAN sont très satisfaits des économies réalisées pour l'engrais.	

